

Arrêté temporaire
2026-024

**CIRCULATION INTERDITE
AUX VEHICULES, AUX 2 ROUES ET AUX PIETONS
SUR LE PONT DE L'ARSENAL, SUR LE SENTIER DES
DILIGENCES, SUR LE SENTIER DU PASSE INDUSTRIEL, SUR
LE CHEMIN NOIR, SUR GAUMIER (BAS) ET SUR
HUCHELOUP (BAS), ESPACE NATUREL LA CHIMOTAIE
EN RAISON DES INONDATIONS
JUSQU'A LA DECRUE**

Le Maire,

VU la loi modifiée n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales;

VU le code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, R 411.18 et R 411.25 à R 411.28 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1 à L 2213.6 ;

VU l'arrêté interministériel modifié du 24 novembre 1967, portant instruction générale sur la signalisation routière,

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

Considérant qu'en raison des inondations, il y a lieu d'interdire la circulation routière, cycliste et piétonne sur le Pont de l'Arsenal, sur le sentier des Diligences, sur le Chemin du Passé Industriel, sur le Chemin Noir, sur Gaumier (bas), sur Hucheloup (bas), sur espace naturel la Chimotaie,

ARRETE

ARTICLE 1 : De ce jour et jusqu'à la décrue, la circulation routière, cycliste et piétonne, sur le Pont de l'Arsenal, sur le sentier des Diligences, sur le Chemin du Passé Industriel, sur le Chemin Noir, sur Gaumier (bas), sur Hucheloup (bas) et sur espace naturel la Chimotaie est interdite.

Seuls les véhicules techniques et les véhicules de secours sont autorisés à y accéder.

ARTICLE 2 : Ces dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la décrue concrétisée par la levée de la signalisation.

ARTICLE 3 : La signalisation de restriction sera conforme aux prescriptions définies par l'instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992.

La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation se ront assurées par les services communaux.

ARTICLE 4 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté sera publié et affiché conformément à la réglementation.

ARTICLE 6 :

- Les Services de la commune de Cugand-la-Bernardière,

- La Gendarmerie de Montaigu-Vendée,

- la Police Intercommunale,

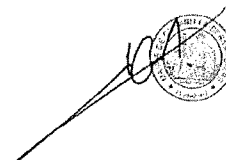
- Les services de Secours,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

A Cugand, le 11 février 2026

M. Claude DURAND,

Maire de Cugand-la-Bernardière



Délais et voies de recours : Conformément à l'article R.421-1 du code de justice administrative, le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Nantes.